



REVUE DE PRESSE DU 09/11/2016

- 1- Toufik Lerari, président de «Jil FCE», une organisation de jeunes entrepreneurs «sponsorisée» par le Forum des chefs d'entreprises, est optimiste sur les chances de l'Algérie de nouer des partenariats d'affaires durables avec les pays africains. Membre également du comité d'organisation du 1er Forum d'investissements et d'affaires africain dont Alger sera l'hôte du 3 au 5 décembre prochains, M. Lerari estime que l'Algérie doit, aujourd'hui plus que jamais, «entrer dans la scène économique mondiale et jouer son rôle», en se tournant «vers son environnement naturel, l'Afrique.».
- 2- Lors de sa visite de travail et d'inspection qu'il a effectuée, dans la wilaya de Chlef, le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement, Abdelkader Ouali, a, à maintes reprises, rappelé aux responsables de son secteur que l'Etat a beaucoup investi dans la réalisation des stations de dessalement de l'eau de mer (Sdem). Selon lui, il s'agit d'un investissement qui a coûté à notre pays les yeux de la tête. "Ce sont des moyens financiers colossaux qui ont été dégagés pour la réalisation de ces stations de dessalement. À titre de rappel, les 11 Sdem, que compte actuellement notre pays à travers l'ensemble du territoire national, ont coûté à l'Etat pas moins de 50 millions de dollars.
- 3- Certains commerçants n'ont même pas attendu l'entrée de la nouvelle année 2017 pour faire valser leurs étiquettes. C'est ainsi que certains produits ont connu ces derniers jours une subite flambée, en particulier les légumes secs, notamment les lentilles, les fayots, les petits pois concassés et les pois chiche. Des augmentations qui se situent dans une fourchette de 10 à 20 dinars. "On vend les fayots à 120 dinars le kilogramme, depuis une semaine, car les grossistes ont augmenté le prix à la vente", reconnaît ce commerçant au marché de Rouiba qui rejette la balle à ces grossistes.
- 4- L'Opep a insisté, sur la nécessité d'investir dans l'industrie pétrolière pour garantir une offre suffisante face à une demande mondiale croissante, en tablant sur une hausse des prix du baril de l'or noir dans les années à venir. "Compte tenu des prévisions d'offre et de demande, des investissements significatifs sont nécessaires dans l'ensemble de l'industrie", a estimé l'Organisation des pays exportateurs de pétrole dans son étude annuelle prospective sur le secteur du pétrole, avançant le montant de quelque 10 000 milliards de dollars d'ici à 2040.



- 5- L'ambassadeur de la République d'Afrique du Sud en Algérie, Dlomo Dennis, a estimé lundi à Batna que les relations économiques entre l'Algérie et l'Afrique du Sud ne sont pas à la hauteur de la profondeur des relations historiques liant les deux pays. Intervenant lors d'une rencontre avec des opérateurs économiques de Batna, l'ambassadeur d'Afrique du Sud a exprimé "la volonté de son pays de contribuer au développement de l'économie algérienne", relevant qu'il existe "de nombreuses opportunités pour renforcer la coopération entre les deux pays".

- 6- Le projet de doublement de la voie à Sour El-Ghozlane, sur une distance de 31 km, laquelle reliera cette ville à l'autoroute Est-ouest, devra être achevé d'ici juin 2017, a indiqué, le wali de Bouira, Mouloud Chérifi, lors de sa sortie sur site. Le premier magistrat de la wilaya a insisté sur le caractère "hautement stratégique" et "économique" de ce tronçon.

- 7- Le candidat républicain, Donald Trump a été élu mercredi 45 ème président des Etats-Unis au terme d'une longue campagne électorale qui l'a propulsé à la plus haute fonction de l'exécutif américain, selon CNN. La victoire du président républicain s'est dessinée progressivement dans la soirée de mardi à mercredi, alors que les décomptes ont fait ressortir une victoire à l'arraché de Trump dans les Etats-clés de Floride, Caroline du Nord et l'Iowa.



A lire :

Le Forum africain d'investissement d'Alger: L'Afrique un marché prometteur pour la production locale

L'Algérie s'est engagée dans une nouvelle stratégie économique, celle qui consiste à trouver des marchés internationaux afin de commercialiser la production locale; à cet effet notre pays veut saisir les avantages qu'offre le continent africain qui représente un énorme réservoir de productivité, de production de richesse et de croissance, "L'état de l'économie algérienne et les réformes en cours n'empêchent pas le pays d'avoir des ambitions dans le territoire africain (...) et de jouer le rôle de locomotive dans l'intégration économique africaine", a souligné le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale Ramtane Lamamra lors d'une conférence de presse sur le Forum africain.

Cependant la tenue du Forum africain d'investissement et d'affaires, prévu du 3 au 5 décembre prochain à Alger, constitue une occasion pour l'Algérie qui veut s'orienter vers l'Afrique, a indiqué M. Lamamra lundi. Dans le cadre de ses efforts de diversification et de l'adaptation de son modèle de croissance, Pour le ministre, la tenue de ce rendez-vous, qui prévoit la participation de plus de 2.000 opérateurs économiques de différents secteurs, sera une occasion pour entamer cette démarche.

"L'Afrique a incontestablement des atouts qui s'offrent à celui qui a le courage et la détermination d'y aller. Et l'Algérie, plus grand pays africain et arabe, est une partie intégrante de l'Afrique et du destin de l'Afrique", a-t-il dit. La situation sécuritaire dans nombre de pays d'Afrique ne constitue pas, non plus, "un frein" pour pénétrer les marchés du continent.

Des mesures seront annoncées lors du Forum d'Alger

De son côté le président de JIL'FCE, Toufik Lerari, qui était hier l'invité de la rédaction de la radio Chaîne 3, a déclaré que plusieurs annonces seront faites au cours de ce rendez-vous. "L'idée de ce Forum est de réussir à annoncer, par le biais d'accords bilatéraux et de changements législatifs, des mesures nous permettant d'être des acteurs de ce continent", promet-il.

Des perspectives qui ne relèvent pas du domaine de l'impossible, selon M. Lerari, puisque, argumente-t-il, l'Algérie qui est un grand pays africain disposant de sept frontières et d'un grand potentiel pouvant devenir un acteur africain et un "grand hub" qui facilitera les échanges commerciaux. Il cite à titre d'exemple la possibilité du transport via la transsaharienne qui permet de réduire les délais d'acheminement d'une cargaison venant de France à destination du Tchad de 40 à 12 jours seulement.

"On pense sincèrement que l'Afrique est une zone économique qu'il faut construire aujourd'hui, plutôt que d'en faire un sous-marché pour les autres zones", a déclaré le président de JIL'FCE qui est, également, membre du comité de préparation du Forum Africain d'investissement et d'affaires prévu à Alger du 3 au 5 décembre prochain. Selon M. Lerari, les patrons veulent s'implanter en investisseurs sur le marché africain. "Il ne s'agit pas, contrairement à d'autres, de jeter de la marchandise en Afrique, mais d'y aller pour investir. C'est la différence entre l'export et l'internationalisation", a-t-il expliqué.



C'est dans cet objectif que l'Algérie organise le Forum africain d'investissements et d'affaires. "L'Afrique est une zone économique puissante et l'Algérie prend l'initiative pour dire réfléchissons et agissons pour construire une nouvelle dynamique".

Interrogé sur l'opportunité d'investir le marché africain alors que le marché national est à la recherche de capitaux, l'hôte de la Chaîne 3 a appelé à "arrêter d'opposer la construction de l'économie nationale avec la construction de la zones d'influence". Estimant que la ghettoïsation est un danger pour l'économie national, M. Lerari pousse à prendre exemple sur la Chine qui "n'a pas, selon lui, attendu l'édification de son économie nationale, mais elle s'est appuyée sur les pays dragons qui sont ses voisins". Si les patrons algériens ne prennent pas les devants et qu'"on laisse la porte ouverte aux différents acteurs de l'économie mondiale, on sera définitivement rangé au rang des consommateurs de ce monde", a-t-il avertit.

L'Algérie se rapprochera des espaces économiques africains

D'après M. Lamamra la route Transsaharienne (Lagos-Alger) et le projet du port centre d'El Hamdania (Tipasa) ont été conçus dans le cadre de cette vision. Evoquant l'intégration économique africaine, le ministre a fait part de la volonté de la partie algérienne de renforcer ses liens avec des ensembles économiques d'Afrique. "Il y a une dynamique dans l'Afrique dans le sens où il y a de l'intégration et des zones de libre-échange. Dans ce cadre, l'Algérie étudie la possibilité de se rapprocher du Comesa (Marché commun de l'Afrique orientale et australe). Il n'y a pas de raison que l'Algérie soit absente car c'est un grand ensemble commercial", a-t-il précisé.

"Dans un avenir pas trop éloigné, nous allons négocier nos accords commerciaux concernant le Mali et le Niger ainsi qu'avec la CEDEAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest)" a ajouté M. Lamamra, notant que l'Algérie qui a le statut d'observateur à la CEDEAO, "envisage d'autres mesures favorisant une articulation de l'économie algérienne avec les autres économies africaines".

Plus de 2.000 opérateurs attendus

Par ailleurs, M. Lamamra a indiqué que plus 2.000 entreprises et opérateurs économiques, principalement africains sont attendus à ce premier forum africain organisé par l'Algérie. Ces entreprises activent notamment dans l'énergie, l'industrie, les mines, l'agriculture, le transport, les travaux publics et les TIC.

"C'est notre première expérience et on veut qu'elle soit une réussite (...) pour faire de ce rendez-vous un événement économique continental et un forum de renommée internationale", a-t-il dit.

A cet effet, un groupe de travail composé de représentants des ministères, respectivement, de l'Industrie et des Affaires étrangères ainsi que du Forum des chefs d'entreprise (FCE) avait été installé pour préparer ce rendez-vous. "On veut faire de cet événement un réseau de coopération économique entre les opérateurs africains", selon M. Lamamra qui a affirmé que le Forum sera une rencontre purement économique qui reflète les efforts de la diplomatie économique algérienne.



"Le rendez-vous d'Alger doit nourrir une vision, des ambitions et donner des propositions claires pour marquer l'engagement de l'Algérie face aux nouveaux défis", a dit de son côté, le président du FCE, Ali Haddad.

Il a ajouté qu'un Conseil interministériel a été tenu dimanche sous la présidence du Premier ministre, Abdelmalek Sellal, pour une meilleure organisation du Forum.

Ce Conseil, dédié spécialement à ce forum, a insisté sur l'impératif de réussir l'événement pour "rendre à l'Algérie sa position et sa place économique dans le continent", a souligné M. Haddad.

Le forum, a poursuivi le président du FCE, va aider à positionner l'Algérie comme un moteur de développement économique africain et un hub majeur pour l'Afrique. Il s'agit aussi à démontrer la capacité de l'Algérie à stimuler les investissements directs en Afrique.

Pour lui, l'agriculture, l'énergie, le numérique, les infrastructures et le capital humain sont essentiels à l'essor de l'Afrique et le moteur d'une nouvelle dynamique interafricaine.

-FIN-